

Gérard CHERPION

*Vosges (2^{ me} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

 lu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n  189) - Travail et emploi- [11 juillet 2007]

Membre suppléant du conseil national du bruit [J.O. du 11 août 2007]

Membre de l'office parlementaire d'évaluation de la législation [J.O. du 31 octobre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [J.O. du 26 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n  1127) - Travail et emploi- [27 mai 2008]

Membre du conseil d'orientation pour l'emploi [J.O. du 25 juillet 2008]

Rapporteur du projet de loi en faveur des revenus du travail (n  1096) [16 septembre 2008]

DÉPÔTS

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2008 (n  189) tome XIII : Travail et emploi (n  277) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur des revenus du travail (n  1096) [17 septembre 2008] (n  1107)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTION AU GOUVERNEMENT

Enseignement supérieur. Professions de santé. Médecins, numerus clausus [26 mars 2008] (p. 968)

DÉBATS

Projet de loi de finances n  189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TRAVAIL ET EMPLOI

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

Son intervention (p. 3790)

Thèmes avant la procédure des questions :

Aménagement du territoire : bassins d'emploi à redynamiser (p. 3792)

Emploi : chômage : indemnisation (p. 3791 et s.)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 3791)

Emploi : contrats aidés (p. 3790 et s.)

Emploi : contrats de transition professionnelle (p. 3790 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : recrutement (p. 3792)

Formation professionnelle : Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) (p. 3791)

Formation professionnelle : reclassement professionnel (p. 3790 et s.)

Sécurité sociale : organismes : inspection générale (p. 3792)

Travail : licenciement économique (p. 3791 et s.)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)

Article 53 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales spécifiques attachées aux contrats de professionnalisation)

Son intervention (p. 3831)

Projet de loi n  578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 398, 431)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 414)

Thèmes :

Collectivités territoriales : politique de l'emploi (p. 414)

Emploi : Agence nationale pour l'emploi (ANPE) (p. 414 et s.)

Emploi : offres d'emploi (p. 414 et s.)

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 47 rectifié de la commission (gestion du contrat de transition professionnelle) (p. 533)

Son amendement n° 82 (prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle) : adopté (p. 533)

Son amendement n° 83 (gestion du contrat de transition professionnelle) : adopté (p. 533)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

Rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Son intervention (p. 4928)

Thèmes :

Entreprises : allègement des charges (p. 4929)

Entreprises : intéressement et participation (p. 4928)

Entreprises : intéressement et participation : chefs d'entreprises (p. 4928)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4928)

Retraites : généralités : plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO) (p. 4928)

Travail : négociations : salaires (p. 4929)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 4979 à 5138)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Ses interventions (p. 5002 et s.)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 23 de la commission (mesures en faveur d'accords d'intéressement de branches pour les petites entreprises) (p. 5025)

Article 2 (modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation)

Ses interventions (p. 5043 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5104)

Intervient sur l'adt n° 28 de la commission (abondement de la participation autorisé vers les plans d'épargne entreprise ou interentreprises) (p. 5115)

Intervient sur l'adt n° 30 de la commission (possibilité d'adhésion automatique, sauf déclaration contraire, aux plans d'épargne pour la retraite collectifs) (p. 5116)

Article 3 (modernisation de la procédure de fixation du SMIC)

Son intervention (p. 5126)

Article 4 (conditionnalité de certaines exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires)

Son intervention (p. 5135)

Article 5 (conditionnalité de la réduction générale de cotisations patronales de sécurité sociale à l'alignement du salaire minimum conventionnel sur le SMIC)

Ses interventions (p. 5137)